

## APPEL À PROJETS

### Les organisations d'employeurs en France

L'objectif de l'appel à projets *Les organisations d'employeurs en France* se proposait d'analyser les configurations contemporaines des organisations patronales en France (leur structuration, leurs rôles, leurs pratiques, leurs acteurs), ainsi que la pluralité des visions et des stratégies dont elles sont porteuses. Il visait notamment à mieux comprendre les évolutions contemporaines des diverses dimensions de l'action patronale. Dans une perspective longitudinale, l'accent a été mis, plus particulièrement, sur les transformations du monde patronal sous l'impact des mutations économiques et sociales au cours des trente dernières années.

Le texte de l'appel à projets est disponible sur le site Internet du ministère :  
[http://www.travail-emploi-sante.gouv.fr/IMG/pdf/APR\\_Organisations\\_patronales-2.pdf](http://www.travail-emploi-sante.gouv.fr/IMG/pdf/APR_Organisations_patronales-2.pdf)

Durée des recherches : entre juin 2009 et novembre 2011

Quatre recherches ont été financées.

- Les organisations patronales. Continuités et mutations des formes de représentation du patronat (Ires).
- L'espace patronal français : acteurs, organisations, territoires (Centre Maurice Halbwachs).
- La construction de la représentativité des organisations patronales (IST Université de Paris I ; Laboratoire Droit et changement social-MSH Ange Guépin).
- La représentation patronale française dans l'Union européenne : conditions d'eupéanisation des organisations et usages d'une représentation (Ceraps).

Unité responsable du suivi de l'appel à projets à la Dares :  
*département Relations professionnelles et temps de travail* ; contact : [maria-teresa.pignoni@travail.gouv.fr](mailto:maria-teresa.pignoni@travail.gouv.fr)

## Les organisations patronales

### Continuités et mutations des formes de représentation du patronat

<b>Organisme de recherche ou d'étude :</b>	Institut de recherches économiques et sociales (Ires)
<b>Coordination scientifique :</b>	J-M. Pernot C. Vincent
<b>Autres membres de l'équipe :</b>	T. Amossé, G. Flocco, J. Lefèvre, H. Petit, F. Rey, M. Tallard, C. Tuchsirer
<b>Disponibilité du rapport :</b>	<a href="http://www.ires-fr.org/images/PATRONAT_finalIRES_oct2011.pdf">http://www.ires-fr.org/images/PATRONAT_finalIRES_oct2011.pdf</a>

### Objectif et déroulement de la recherche

#### Objectif

L'objectif de cette recherche est d'appréhender les transformations de l'action collective patronale sur la période ouverte par la transformation du CNPF en MEDEF à la fin des années 1990. À cette fin, elle s'est appuyée sur l'analyse des trois domaines classiquement retenus : la négociation collective, la présence dans les institutions, l'action politique.

#### Méthodologie

La recherche combine plusieurs approches et utilise différents matériaux : analyse statistique, approche lexicométrique, enquêtes de terrain, analyse de sites Internet...

#### Plan du rapport

Le rapport final de 212 pages s'organise en trois parties comprenant chacune deux chapitres.

Le chapitre 1 est consacré à examen statistique destiné à éclairer le degré et les modalités de participation des directions d'entreprise aux structures patronales. Il s'appuie sur les données d'une enquête statistique représentative des établissements de vingt salariés et plus du secteur marchand, l'enquête REPONSE.

Le chapitre 2 s'intéresse aux logiques d'adhésion et à la densité d'une représentation locale et cherche à éclairer la lecture de certains résultats statistiques du premier chapitre à l'aide d'une enquête de terrain menée auprès de Medef territoriaux.

Le chapitre 3 propose une restitution diachronique de la construction des nombreux lieux et des nombreuses combinaisons de négociations dans le champ de la protection sociale.

Le chapitre 4 porte sur le paritarisme dans la formation professionnelle continue et la dynamique régionale du système de formation étudiant plus spécifiquement les modes de construction de la parole patronale dans le domaine. En particulier, les analyses sont portées sur la négociation de l'accord de 2009 et la place des acteurs patronaux dans une dynamique régionale.

Le chapitre 5 mène une étude de la dimension langagière de l'organisation patronale avec l'analyse lexicométrique d'un corpus de textes patronaux.

Enfin, le chapitre 6 se propose de traiter d'une autre catégorie d'acteurs dont les pratiques et réflexions contribuent à alimenter le discours patronal : les clubs et *think tanks* patronaux.

<b>Organisme de recherche ou d'étude :</b>	Centre Maurice Halbwachs - EHESS
<b>Coordination scientifique :</b>	M. Offerlé
<b>Autres membres de l'équipe :</b>	M. Ciccotelli, C. Frau, M. Gantois, B. Giraud, A. Healy, E. Pénissat, M. Rabier, S. Rozier, O. Chambard, S. Mesgarzadeh, L. Willemez, A. Lavabre, A. Cavaillé.
<b>Disponibilité du rapport :</b>	<a href="mailto:michel.offerle@ens.fr">michel.offerle@ens.fr</a>

### Objectif et déroulement de la recherche

#### Objectif

L'objectif que cette recherche s'était fixé était d'interroger le paysage de la représentation patronale, composé de nombreuses organisations, très différentes dans leurs statuts, leur mode d'adhésion, les profils de leurs membres, les services proposés, et les objectifs poursuivis. Plusieurs interrogations ont guidé l'équipe de recherche : qui sont les personnels des organisations patronales ? Comment sont sélectionnés et recrutés les chefs d'entreprise et permanents qui s'investissent dans les multiples activités des différentes organisations ? Qu'est-ce que l'engagement patronal ? En quoi l'investissement de chefs d'entreprise dans ces organisations modifie-t-il leurs carrières professionnelles, le développement de leur entreprise et la gestion des rapports sociaux en leur sein ? Comment évaluer la représentativité de ces organisations professionnelles patronales ? À quoi servent les organisations patronales pour leurs membres et pour la société française ?

#### Méthodologie

Ces problématiques ont été abordées à partir de différents terrains et de moyens d'enquête (archives, entretiens, observations *in situ*), en travaillant sur différents niveaux de la représentation, et à travers différents types d'organisations.

#### Plan du rapport

Le rapport final de 494 pages s'organise en sept chapitres.

Le chapitre 1 vise à comprendre la question de l'adhésion aux organisations patronales, analysant les structures des quatre principales confédérations afin de saisir qui sont les adhérents des confédérations et quel est leur lien avec leur structure faïtière, puis tente de définir ce qu'est un adhérent indirect aux confédérations.

Le chapitre 2, se penche sur les mécanismes d'adhésion à des organisations professionnelles et interroge le lien qui unit des adhérents à leur organisation. Est engagée une réflexion sur la question « des représentativités » pas seulement abordée du point de vue de l'adhésion. Cette réflexion est prolongée dans le chapitre 3 par une étude sociographique des dirigeants patronaux.

Les développements généraux présentés au sujet des confédérations sont illustrés, dans le chapitre 4, par des études de cas consacrées à la structuration de cinq secteurs d'activité.

Le chapitre 5 prolonge la sociographie par un examen des organisations patronales non syndicales (mouvements de pensée et clubs patronaux).

Le chapitre 6 porte, à partir de quatre enquêtes de terrain, sur les modalités du travail organisationnel de construction et de mobilisation du groupe patronal et le dernier chapitre prolonge la réflexion sur les produits de l'action collective patronale et aborde la question des « périmètres » de cette action collective.

## La construction de la représentativité des organisations patronales

<b>Organisme de recherche ou d'étude :</b>	IST- Université de Paris I ; Laboratoire Droit et changement social-MSH Ange Guépin
<b>Coordination scientifique :</b>	N. Maggi-Germain J-P Le Crom
<b>Autres membres de l'équipe :</b>	P. Caillaud, S. Carré, F. Héas
<b>Collaboration :</b>	M. Blatgé, P. Chauchard, J. Saglio
<b>Disponibilité du rapport :</b>	<a href="mailto:nicole.maggi-germain@univ-nantes.fr">nicole.maggi-germain@univ-nantes.fr</a> ; <a href="mailto:jean-pierre.le-crom@univ-nantes.fr">jean-pierre.le-crom@univ-nantes.fr</a>

### Objectif et déroulement de la recherche

#### Objectif

Cette recherche porte sur la construction de la représentativité des organisations patronales. Elle vise à analyser les mécanismes qui font qu'une organisation patronale est ou n'est pas représentative et à comprendre les enjeux de la reconnaissance de représentativité.

#### Méthodologie

Le rôle des différents acteurs qui participent à la construction de la représentativité des organisations patronales, le législateur, l'administration, le juge et les organisations patronales elles-mêmes, est analysé en termes de sociologie historique du droit combinant approches historique, sociologique et juridique. Trois études de cas ont été menées à partir d'un travail documentaire et d'entretiens.

#### Plan du rapport

Le rapport final compte 400 pages et s'organise en trois parties.

La première partie, *L'origine de la demande : représenter*, revient sur l'histoire de la représentation des intérêts économiques et sociaux et s'interroge sur le sens des demandes de reconnaissance de représentativité d'organisations patronales dans trois secteurs d'activité ou professions : la profession d'huissier de justice, le secteur du transport routier (avec une monographie de l'organisation des transports routiers européens), et le secteur de l'économie sociale.

La deuxième partie s'intéresse à l'objet de la demande en distinguant selon qu'il s'agit d'obtenir la représentativité pour signer, dans le cadre de la négociation collective, ou pour siéger dans des instances paritaires ou consultatives.

La troisième partie, *Le traitement de la demande : être reconnu représentatif*, traite des enquêtes de représentativité menées par l'administration du travail et du contrôle éventuellement effectuées par les juridictions administratives des décisions auxquelles ces enquêtes donnent lieu.

Enfin, la conclusion revient sur certains points saillants de l'étude avant de discuter des propositions de réforme de certains auteurs et de proposer quelques pistes de réflexion afin de nourrir le débat sur la mesure de la représentativité des organisations professionnelles d'employeurs.

## La représentation patronale française dans l'Union européenne : conditions d'eupéanisation des organisations et usages d'une représentation

<b>Organisme de recherche ou d'étude :</b>	Ceraps – Université de Lille II
<b>Coordination scientifique :</b>	H. Michel (IEP Strasbourg)
<b>Autres membres de l'équipe :</b>	G. Courty, D. Flusin, S. Laurens, C. Lemercier, Y. Morival
<b>Avec la participation :</b>	V. Anquetin, R. Audot, A. Bargeaud, J-Y. Bart, S. Chantegros, A. Pageaut, A-S. Petitfils, S. Yadavar
<b>Disponibilité du rapport :</b>	<a href="mailto:helene.michel@unistra.fr">helene.michel@unistra.fr</a>

### Objectif et déroulement de la recherche

#### Objectif

Cette recherche analyse la représentation patronale française dans l'Union européenne, conciliant deux thématiques de recherche : le syndicalisme patronal et la sociologie de l'Union européenne. Le rapport final est structuré autour de trois grandes questions :

- quelles sont les conditions d'un changement d'échelle pour des organisations patronales constituées dans un cadre national ?
- de quelle manière les intérêts patronaux français sont-ils représentés dans l'espace européen ?
- quels sont les effets de ces investissements européens sur les organisations patronales et les représentants ?

#### Méthodologie

Trois approches complémentaires ont été mobilisées :

- des enquêtes monographiques d'organisations françaises (CNPF/Medef, UPA et CGPME) et d'organisations européennes (Centre européen des entreprises à participation publique, UNICE/BusinessEurope, organisations du secteur routier) ;
- un recensement des associations professionnelles (Trade and business associations) travaillant dans le cadre européen ;
- une étude sociographique des représentants patronaux notamment au sein du Comité économique et social européen (1958-2004), des organisations du secteur routier, du CNPF/Medef (1954-2010) et du Centre européen des entreprises à participation publique (Ceep).

#### Plan du rapport

Le rapport final compte 245 pages et s'organise en cinq chapitres.

Le chapitre 1 montre la diversité des investissements européens possibles pour des organisations patronales.

Prenant acte de cette pluralité des formes d'intérêts pour l'Europe, le chapitre 2 cherche à rendre compte des éléments ayant contribué et favorisé ce changement d'échelle.

Quittant le terrain national, les deux chapitres suivants analysent les formes de représentation du patronat – eurogroupes, bureau de représentation d'organisation nationale, représentation directe d'entreprises... – et les types de représentants patronaux dans différents lieux : 7 eurogroupes, organisation, CESE.

Le dernier chapitre tente de rendre compte des usages nationaux que les représentants patronaux et leurs organisations peuvent faire d'une représentation européenne, aussi bien dans leurs relations avec l'État que dans leur travail d'organisation et de promotion des intérêts patronaux groupe patronal.